

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 janvier 2020

PROTECTION PATRIMONIALE LANGUES RÉGIONALES - (N° 2548)

Retiré

AMENDEMENT

N ° AC5

présenté par

Mme Manin, M. Juanico, Mme Tolmont et Mme Victory

ARTICLE 9

À l'alinéa 2, après le mot:

« autorisés »,

insérer les mots :

« sans condition limitative ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une circulaire du Ministère de la Justice en date du 23 Juillet 2014 relative à l'état civil énumère de façon limitative les signes diacritiques autorisés lors de l'établissement d'actes d'état civil.

Cet amendement vise à interdire la possibilité de limiter l'usage de certains caractères diacritiques des langues régionales dans les actes d'état civil.